



COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

SYNDICALISTES@GMAIL.COM

WWW.SYNDICALISTE.COM

Pour une action syndicale antimilitariste et pacifiste

Nos organisations syndicales doivent se réemparer en urgence des questions antimilitaristes et pacifistes et s'engager concrètement dans des actions et des initiatives en utilisant des outils et des méthodes du syndicalisme révolutionnaire qui ont déjà fait leurs preuves dans le passé.

DES DÉBATS HISTORIQUES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Aujourd'hui, quel militant ou quelle militante syndicaliste ne se déclarerait pas favorable à la paix ? La paix oui, mais laquelle ? Ce sujet a été source de débats, de discordes et même de divisions dans le mouvement ouvrier, notamment en raison du croisement des nombreux sujets qu'il recoupe : les relations internationales, la question des nations, et même l'économie. Historiquement, dès ses débuts en 1864,



l'Association internationale des travailleurs (AIT) a adhéré au Congrès de la paix et de la liberté, qui a vu le jour à un moment d'extrêmes tensions entre la France et la Prusse. Les raisons en sont simples pour les révolutionnaires de l'époque : la classe laborieuse paye toujours le prix des guerres en étant considérée comme une vulgaire chair à canon. La famille de l'ouvrier en souffre : par les privations, la fa-

mine (souvent causée par les spéculateurs de guerre) et les hausses d'impôts qui ne manquent pas de précéder les préparations de ces conflits.

Si pour Marx « *les ouvriers n'ont pas de patrie* » et si l'AIT est une avancée politique assez remarquable si l'on tient compte de l'imprégnation institutionnelle du schéma bourgeois de l'État-nation au XIX^e siècle, la réalité est à nuancer. Dès son émergence, le

mouvement syndical sera « national », c'est-à-dire composé d'organisations dont le cadre d'intervention géographique respectera celui des frontières des États de l'époque. Au même moment, la Commune de Paris, idéal révolutionnaire dans de nombreux milieux de gauche et d'extrême gauche, s'est elle-même considérée comme un mouvement de « *défense nationale* » dans le contexte du siège de Paris lors de la guerre franco-prussienne de 1870.

Par la suite, la III^e République s'est construite principalement sur l'idée de la revanche contre l'Allemagne. L'école en est devenue le principal outil d'endoctrinement, avec l'apprentissage d'enseignements militaires pour les garçons et avec la mise en place d'un service militaire obligatoire. Une véritable fièvre patriotique va alors s'emparer de la France, notamment au travers des carrières militaires, qui doivent contribuer à « *relever la gloire nationale* ».

Un premier changement dans ce discours émergera avec la crise « boulangiste » (du nom du général Boulanger, qui fera craindre un temps un coup d'État contre la République), puis avec la dénonciation des travaux forcés des pénitenciers militaires (les bagnes de Biribi) et, enfin, avec l'affaire Dreyfus.

La fin de l'armée de métier en 1889 est notamment due à une critique radicale qui dépasse le simple cadre de l'antimilitarisme tel qu'il existe dans les milieux bourgeois et bohèmes de l'époque. La vision des partis socialistes est lors celle de l'utopie

des soldats de l'An II de la Révolution française : des milices citoyennes et populaires amenant l'armement général de la nation en cas de péril.

La classe laborieuse paye toujours le prix des guerres en étant considérée comme une vulgaire chair à canon

Il s'agit là d'une première opposition avec le mouvement libertaire et anarchiste, qui rejette en bloc toutes les questions militaires, notamment en raison des violences dont se rend coupable « la troupe » contre la classe ouvrière : Semaine sanglante lors de la Commune, massacre de Fourmies, etc. C'est de cette époque que date l'expression encore populaire dans les milieux militants de « *chiens de garde du Capital* ».

L'ANTIMILITARISME DE LA CGT

Du côté de la jeune CGT, l'antimilitarisme se transforme en antipatriotisme dès 1902 sous l'impulsion des anarchistes syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires, selon le principe que « *la guerre est un attentat contre la classe ouvrière* ».

C'est en 1908 que l'on retrouve les premières évocations de grève générale en cas de guerre et une conférence nationale de la CGT en 1911 adoptera même le vœu suivant : « *À toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent sans délai répondre par la grève générale révolution-*

naire. » La Fédération des Bourses du travail ira même jusqu'à éditer un *Manuel du soldat* et développera le Sou du soldat afin de poursuivre la propagande révolutionnaire jusque dans les rangs des appelés. Ils sont invités à fréquenter les « maisons » syndicales : « *Au milieu de nous, ils seront chez eux (...). Il sera mis à leur disposition papier à lettre et timbres-poste ; ils auront libre accès à nos cours professionnels, réunions récréatives ou corporatives, conférences littéraires, artistiques, scientifiques ou sociales, ainsi qu'à nos bibliothèques.* » Le ministre de la Guerre fait alors interdire aux militaires l'accès aux Bourses du travail et s'inquiète que les soldats puissent entendre un autre langage que celui des officiers. L'appareil d'État déchaînera sa répression contre la CGT.

Si des campagnes pour la paix sont discutées syndicalement lors des réunions internationales entre les organisations française, allemande et espagnole, les propositions de la CGT révolutionnaire restent sans réponse. Les syndicats sociaux-démocrates allemands et autrichiens assument de laisser ces questions aux partis socialistes de leurs pays respectifs et refusent de s'y engager.

En 1912, si des grèves et des meetings se déroulent dans toute la France pour faire « *guerre à la guerre* », des tensions existent en interne de la CGT, notamment entre les syndicalistes révolutionnaires, partisan-es de la charte d'Amiens et à l'initiative de ce mot d'ordre, et les sociaux-démocrates, qui souhaitent voir la CGT



s'affilier aux partis socialistes et qui défendent plutôt la « *détente et la désescalade politique entre les nations* ». Les socialistes Jules Guesde et Jean Jaurès s'opposeront aux mots d'ordre de grève générale en cas de guerre. Ce sont alors deux stratégies qui s'affrontent : sabotage de la mobilisation (transports, usines d'armements) et lutte contre le militarisme et rapprochement des opinions publiques française et allemande. La création de *La Vie ouvrière* en 1909 par les syndicalistes révolutionnaires leur permettra d'amener les questions internationales au plus proche des discussions des militantes et des militants.

Pourtant, en 1914, dès l'assassinat de Jaurès, la direction confédérale, alors animée par Léon Jouhaux, trahit tous les engagements pacifistes de la CGT en rejoignant l'Union sacrée aux

côtés des partis politiques et des organisations patronales. Socialistes et syndicalistes ont alors abandonné l'idée révolutionnaire au profit de l'engagement dans le système. Cependant, loin de nous placer en donneurs de leçons, nous pourrions nous questionner sur la réflexion d'un militant syndicaliste révolutionnaire de l'époque : « *Si la guerre se déclare, n'est-ce pas parce que la classe ouvrière est déjà vaincue ?* » À ce moment, il ne reste plus que quelques camarades opposés à la guerre. Parmi eux et elles, citons Monatte, Guillot, Rosmer, Merrheim, Lorient ou encore Brion. Ce sont ces camarades qui participeront, dès 1915, en tant que syndicalistes révolutionnaires, aux initiatives pour la paix et aux conférences de Zimmerwald, aux côtés de révolutionnaires venu-es de toute l'Europe.

L'ALIGNEMENT PROGRESSIF DE LA CGT SUR LE PCF ET L'URSS

Après la guerre, la CGT, comme la SFIO (le Parti socialiste), scissionne. La CGT s'intègre aux instances syndicales internationales ; la CGTU, quant à elle, rejoint (avec les partis communistes se créant dans toute l'Europe) l'Internationale syndicale rouge (ISR) – malgré les protestations des syndicalistes révolutionnaires contre le fait que l'ISR soit inféodée aux partis communistes.

L'entre-deux-guerres sera marqué par d'autres luttes, contre la guerre du Rif (au Maroc) et les interventions du mandat français en Syrie et au Liban. Une grève nationale contre la guerre coloniale sera organisée à l'appel des ouvriers de Citroën, le 12 octobre 1925. Le gouvernement mobilise

sa police contre les distributeurs de tracts, poursuit ou saisit les journaux qui soutiennent la campagne et la grève. Malgré cette mobilisation policière considérable, 900 000 travailleurs et travailleuses manifestent. Deux ouvriers grévistes sont assassinés, dont André Sabatier, un jeune militant de la CGTU.

L'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933 va déstabiliser le mouvement pacifiste et imposer une réactualisation stratégique. En France, la menace de l'extrême droite va conduire à la réunification syndicale, mais le positionnement face aux États fascistes européens crispe le débat entre les tendances syndicales. Plusieurs conceptions et stratégies vont s'articuler dans la CGT lors du Front populaire : faire confiance au gouvernement, mobiliser les masses pour la paix ou empêcher la guerre par la grève générale ? Les débats d'avant la Première Guerre refont surface, sans réussir, une fois encore, à empêcher le conflit.

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est la peur de la guerre atomique qui va concentrer le militantisme en faveur de la paix dans un contexte de guerre froide et d'opposition entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste.

DE L'ANTI-IMPÉRIALISME À L'INSTITUTIONNALISATION

En France, la CGT va fortement s'impliquer dans les luttes de libération des peuples colonisés, dans la logique d'un combat internationaliste contre l'impérialisme occidental. Lors de la guerre d'Indochine (1946-1954),

les dockers CGT bloquent de nombreux chargements d'armes à Oran, Dunkerque et Marseille. Des manifestations et des grèves sont organisées, notamment lors des années 1949-1950.

Lors de la guerre d'Algérie (1954-1962), la CGT apporte dès 1954 « *un soutien aux aspirations nationales du peuple algérien* ». Ses militant·es payeront un lourd tribut (8 mort·es) dans la représen-

Les manifestations européennes à Bruxelles ne rassemblent plus que des militant·es disposant de temps syndical pour s'y rendre, et les initiatives syndicales diverses s'apparentent davantage à un travail de lobby auprès des instances capitalistes qu'à un syndicalisme de lutte vraiment internationaliste

sion d'État contre la manifestation du métro Charonne, en 1962. Ajoutons également les centaines de syndicalistes issues de la CGT d'Algérie qui sont tombées les armes à la main ou sous la violence de la torture et des exécutions arbitraires.

Au cours de ces conflits, la CGT n'a pas hésité à s'opposer à l'opinion publique, qui était initialement favorable au maintien des colonies françaises.

Lors de la guerre froide, la CGT a activement participé au

Mouvement pour la paix, créé en 1951. C'est, au départ, un organe de plus affilié au PCF et qui sert de relai à la diplomatie soviétique en France. Cependant, des conflits internes au mouvement et à la CGT vont surgir à chaque expression de l'impérialisme soviétique : intervention en Hongrie en 1956, à Prague en 1968 et invasion de l'Afghanistan en 1978.

L'engagement de la CGT en faveur du désarmement nucléaire connaîtra également des remous lorsqu'à nouveau l'URSS agira en opposition avec les revendications de la confédération (essais nucléaires, installations des missiles en Europe de l'Est, etc.). Le débat se pose au sein de la CGT : peut-on critiquer les Soviétiques ?

Le divorce sera définitivement consommé lorsque la CGT quitte la Fédération syndicale mondiale (FSM), au profit de la Confédération syndicale internationale (CSI). À partir de ce moment, l'internationalisme de la CGT va peu à peu s'institutionnaliser, se limitant à des déclarations, des conférences, des campagnes de dons et l'accueil ou l'envoi de délégations lors de divers événements.

Aujourd'hui, les manifestations européennes à Bruxelles ne rassemblent plus que des militant·es disposant de temps syndical pour s'y rendre, et les initiatives syndicales diverses s'apparentent davantage à un travail de lobby auprès des instances capitalistes qu'à un syndicalisme de lutte vraiment internationaliste. Ce ne sont pas les récentes initiatives confédérales, trop peu suivies, détachées de tout travail de formation auprès des bases,

qui peuvent inverser cette tendance et cette impression de déconnexion.

UN MOUVEMENT SYNDICAL QUI S'ÉLOIGNE DE L'INTERNATIONALISME

« *Le mouvement ouvrier peut-il mettre en échec la guerre ?* » se demandait Alphonse Merrheim dans *La Vie ouvrière*, en 1911. Cette question, ancienne mais toujours d'actualité, met à l'épreuve des faits les efforts des organisations syndicales pour combattre l'influence des idées patriotes et nationalistes dans l'esprit des travailleurs et des travailleuses. Pourtant, il faut nous rendre à l'évidence : les mobilisations syndicales sur les questions de paix et sur la situation à l'international sont des échecs. Les manifestations sont faibles numériquement et ne rassemblent que peu de syndicalistes, en comparaison des militant·es politiques ou associatifs. Lorsque l'on interroge nos camarades dans les syndicats, les sections ou les unions locales sur leur faible participation à ces initiatives, il est souvent question du manque de temps, du fait que cela se déroule le week-end et que cela ne constitue « *pas une priorité malheureusement* ».

Loin de jeter l'opprobre sur nos camarades, ces réflexions montrent le criant besoin d'une pratique au quotidien, car l'internationalisme et le pacifisme ne sont plus chevillés au corps des militant·es. Les formations sur le sujet sont peu nombreuses, et, lorsqu'elles existent, elles sont loin de faire le plein. Ce manque de culture politique s'est particu-

lièrement ressenti ces dernières années lors de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des attaques du Hamas contre Israël et du génocide israélien contre Gaza. Nous avons assisté à des tensions voire des situations conflictuelles au sein de nos structures syndicales entre un petit nombre de camarades très au fait de ces sujets mais ne partageant pas les mêmes points de vue et des camarades majoritairement sans connaissances précises de ces questions et devant se positionner, au risque d'être qualifié·es – selon les débats – de « sionistes », d'« antisémites », de « rouges-bruns », de « soutiens des États-Unis », etc. En bref, des débats d'initié·es et de convaincu·es ne cherchant qu'à élargir leur influence politique.

Comment ne pas citer, enfin, le sempiternel refrain qui pointe régulièrement le bout de son nez lors des congrès syndicaux au sein de la CGT : celui de l'adhésion à la FSM. Cette organisation internationale, dont avait été membre la CGT, rassemblait historiquement les syndicats proches du camp dit « socialiste » durant la guerre froide, sous la coupe de l'URSS. Après l'éclatement du bloc soviétique, l'énorme majorité des syndicats de lutte ont fait le choix de rejoindre la CSI, réformiste. Aujourd'hui, la FSM regroupe des « syndicats » de pays où l'organisation du travail est contrôlée par l'État, où le droit de grève est sévèrement réprimé et où les libertés élémentaires n'existent pas ou peu pour les populations (par exemple : Corée du Nord, Iran, Syrie, Vietnam, Cuba,

Chine, etc.). Peu regardantes sur le côté infréquentable de ces « alliés », certaines organisations syndicales de la CGT continuent de militer pour rejoindre cette structure, dernier vestige du stalinisme à l'échelle internationale (entre autres la Fédération CGT des industries chimiques, ou encore les unions départementales CGT du Val-de-Marne, du Nord, des Bouches-du-Rhône, etc.) .

Plutôt qu'un internationalisme de discours, les Comités syndicalistes révolutionnaires considèrent qu'il est nécessaire de redévelopper un internationalisme concret, ancré dans les lieux de travail et nos pratiques syndicales.

LE RETOUR DE LA MARCHÉ À LA GUERRE

Entre crise systémique du capitalisme et montée des autoritarismes dans de très nombreux pays, il n'est malheureusement pas surprenant d'assister à une nouvelle « marche à la guerre ». À tous les niveaux de l'État, civils ou militaires, les alertes se multiplient sur le projet qui semble être celui des réactionnaires et des libéraux.

Durant l'été 2025, une instruction du ministère de la Santé a été adressée aux directeur·trices des agences régionales de santé. Tou·tes sont invité·es à se préparer, d'ici au mois de mars 2026, pour un possible « engagement majeur » de la France. Les hôpitaux doivent être en capacité d'accueillir des milliers de soldat·es blessé·es en cas de conflit armé généralisé en Europe.

Au début de l'automne 2025,

la Commission européenne a validé un projet de 500 milliards d'euros destiné à relier toutes les capitales du continent d'ici à 2040, grâce à un vaste réseau ferroviaire à grande vitesse. Ce projet n'a pas que des objectifs environnementaux, il s'insère en réalité dans un vaste programme de « Schengen militaire » devant permettre aux troupes de l'Alliance atlantique (OTAN) de se déplacer librement d'un pays à l'autre. Au-delà du simple transport de troupes et d'équipements, l'enjeu est aussi de protéger le train de l'acier dans le Grand Nord suédois, qui transporte le minerai de fer nécessaire à la fabrication des armes européennes. En novembre 2025, le général Mandon, chef d'état-major des armées françaises, a exhorté les élu-es à se préparer à un possible conflit avec la Russie d'ici à 2030. Selon ses propos, nous devons être prêt-es à « perdre des enfants » et à « souffrir économiquement » pour « sauver ce que l'on est ».

Parmi les projets toujours en cours, il y a celui du retour du service militaire, qui pourrait d'abord se faire sur la base du volontariat pour éviter une trop grande levée de boucliers contre lui. Quant au budget, celui pour l'armée s'annonce toujours plus colossal. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, veut « un effort nouveau, pas seulement budgétaire, mais aussi intellectuel, moral et industriel » en faveur du militarisme. Le budget de la défense est passé, entre 2017 et 2025, de 32,2 à 50,5 milliards d'euros par an, et la loi de programmation militaire française



prévoit 413 milliards d'euros supplémentaires jusqu'en 2030.

Concernant le formatage des esprits, rappelons que les classes de défense et de sécurité globales (CDSG) existent depuis 2005 dans les établissements scolaires et que leur nombre ne fait que grandir d'année en année. Alors que l'Éducation nationale se délite, les « classes défense » s'installent au cœur des collèges et lycées français. Le dispositif comprend aujourd'hui plus de 900 classes, dont environ 20 % en éducation prioritaire. L'objectif af-

fiché est de contribuer au développement de l'esprit de défense, au renforcement du lien armées-nation et du patriotisme dans le cadre de l'éducation civique. Les activités que proposent les classes défense illustrent clairement cette orientation : séances de tir au pistolet laser encadrées par la police nationale, visites de sites militaires, participation à des cérémonies commémoratives, fouilles de cellules reconstituées, etc. Des séances bien éloignées de la vision émancipatrice d'un service public de l'éducation.

À la jeunesse prolétaire confrontée à la précarité, au chômage et au tri social dans l'enseignement, le gouvernement présente l'armée comme une échappatoire et un tremplin pour la vie professionnelle. Quand on est un ou une jeune demandeur ou demandeuse d'emploi, il n'est pas rare de croiser des stands de l'armée dans des salons de l'emploi ou de tomber sur des offres d'emploi de l'armée sur le site de France Travail ou d'autres plateformes privées de recherche d'emploi. Et, à l'occasion d'une journée défense et citoyenneté, des militaires sont chargés de présenter aux jeunes les promesses du service militaire volontaire : rémunération, développement personnel, expérience de vie, formation professionnelle, qualification et permis de conduire à la clé, etc.

Enfin, nous assistons au retour du risque atomique. Début mars, lors d'un discours à l'île Longue, le président Macron a annoncé un renforcement de la dissuasion nucléaire de la France, notamment avec une augmentation de nos armes et la mise en chantier de nouveaux sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

ANCRRER L'INTERNATIONALISME DANS NOS PRATIQUES SYNDICALES

Parmi les constats évoqués précédemment, nous avons mentionné la disparition presque complète des questions internationales dans nos fédérations professionnelles. Dans une ère du capitalisme mondialisé, dans laquelle des groupes industriels se déploient sur presque tous les

continents, il nous apparaît stratégiquement erroné d'envisager ces questions uniquement via le prisme des comités de groupe ou des conseils d'administration à l'échelle européenne ou internationale.

Cette institutionnalisation du syndicalisme est renforcée par le modèle mortifère du syndicalisme d'entreprise, depuis trop longtemps considéré comme seule

En remettant tout le pouvoir aux élu-es du personnel, nous avons abandonné toute possibilité de réflexion sur la transformation réelle de la société. La centralité des élu-es du personnel a pour conséquence une perte de politisation et une absence d'intérêt concret pour les questions internationales

possibilité d'organisation pour les travailleurs et les travailleuses. En remettant tout le pouvoir aux élu-es du personnel, nous avons abandonné toute possibilité de réflexion sur la transformation réelle de la société. La centralité des élu-es du personnel a, en effet, pour conséquence une perte de politisation et une absence d'intérêt concret pour les questions internationales (entre autres). Comme il n'existe pas toujours de coordination de salaires d'un même groupe ne travaillant pas dans le même pays, ces questions ne s'imposent ja-

mais dans un quotidien de syndicaliste et encore moins d'élu-es du personnel lambda.

Dans les fédérations professionnelles, à l'exception de rares textes de congrès (servant davantage à caler les armoires qu'à fixer des mandats), nous ne retrouvons plus aucune réflexion sur la production, son utilité et sa finalité. Ces logiques ancrées dans le passé sont aujourd'hui uniquement centrées autour de la question de l'emploi, de son maintien ou de sa sauvegarde. Aujourd'hui, peu importe les commandes reçues, nous assistons médusés à des moments d'autosatisfaction déconnectés de toute vision politique.

Ce constat est particulièrement criant dans le domaine militaire ou de l'armement. En pleine hausse mondiale des dépenses budgétaires pour les armées, nous nous questionnons sur la commande d'un deuxième porte-avions dans les chantiers de l'Atlantique ? Sur le travail à mener auprès des groupes industriels tels que Thales, Safran, Dassault, MBDA, Airbus sur ces questions ? L'augmentation des budgets pour la guerre constitue un cadre idéal pour reposer, syndicalement, la question du contrôle ouvrier de la production industrielle, afin d'offrir enfin des perspectives et un idéal politique. La gabegie que représente la construction d'un deuxième porte-avions est à mettre en parallèle direct avec les manques de moyens dans les hôpitaux, l'éducation ou le médico-social.

Les propositions sont nombreuses pour démilitariser les entreprises de l'armement, leurs

domaines d'application pouvant servir à l'économie civile. Si ces domaines ne sont pas développés actuellement, c'est que leur rentabilité est moindre. Le seul poste où les États paient pour le nec plus ultra étant leur propre continuité, donc leurs armées et forces de l'ordre.

Nous ne pouvons que reconnaître comme légitimes la défense des populations civiles et le droit à l'autodétermination des peuples. « La paix à tout prix » ne peut que conduire à une fin des résistances et à une capitulation face aux puissances impérialistes ou fascistes

Au sein de nos syndicats, nous devons continuer à construire ces alternatives, que nous devons imposer quand la force nous le permettra. Les entreprises française d'armements ne sont pas dimensionnées pour la seule défense du territoire français, mais bien pour maintenir l'impérialisme français et faire un profit en se hissant en deuxième exportateur mondial d'armes.

Nous devons établir, dans l'armement plus qu'ailleurs, un véritable contrôle ouvrier, nous ne pouvons nous rendre coupables de collaboration avec des États génocidaires ou impérialistes, réprimant nos adèles prolétaires. Nous pouvons citer en exemple les

dockers, qui sur tous les ports méditerranéens ont refusé de transporter les armes en direction d'Israël et tentent d'imposer un contrôle ouvrier sur leurs lieux de travail.

Sur nos lieux de travail, la situation des travailleurs et travailleuses migrant-es, parfois « sans papiers », peut également nous permettre de faire le lien avec de nombreux sujets qui doivent être eux aussi davantage investis par nos organisations syndicales : lutte contre les racismes, contre les idées d'extrême droite. Cela serait l'occasion pour nos syndicats d'évoquer la question du colonialisme, de l'impérialisme français et de ses conséquences pour les peuples du monde.

POUR UN PACIFISME LUCIDE ET POLITIQUE

Nous l'évoquions en début de texte, la question de la paix a toujours été source de débats dans les milieux syndicaux. Notre pacifisme et notre antimilitarisme se veulent lucides et matérialistes. Aujourd'hui, nous affirmons que toutes les guerres ne se valent pas, surtout selon le regard des différents belligérants. Nous ne pouvons que reconnaître comme légitimes la défense des populations civiles et le droit à l'autodétermination des peuples. En effet, « la paix à tout prix » ne peut que conduire à une fin des résistances et à une capitulation face aux puissances impérialistes ou fascistes (exemple des accords de Munich en 1938). Les préparatifs d'une possible guerre de haute intensité comprennent la visite de nombre d'usines de la métallurgie ou de la chimie par les préfets,

pour savoir quels outils de production seront à transformer vers du militaire. Les réflexions doivent se poser maintenant, car les autorités se préparent.

Pour nous, CSR, la question de la paix doit nécessairement poser des réflexions partant du local et allant jusqu'au global. Collectivement, il nous apparaît indispensable en tant que militantes et militants révolutionnaires dans un pays impérialiste de poser la question de nos modes de vie et de leurs responsabilités dans les conflits armés. Qui peut aujourd'hui douter du fait que nos consommations entraînent des guerres et des massacres de civils à de multiples endroits du globe ?

De même qu'il nous faut interroger nos modes de production et nos interventions sur nos lieux de travail. Quelles réflexions et quels engagements syndicaux sur les productions et commercialisations liées à l'armement et à l'industrie militaire ? De même pour la question des infrastructures civiles (voies ferrées, gares, aéroports, routes, hôpitaux) en cas de conflit. L'exemple de la pandémie de Covid-19 suffit à nous rappeler à quel point les politiques libérales sont mortifères pour les populations lorsqu'il s'agit de mobiliser nos services publics, continuellement attaqués, en cas d'urgence.

Notre intervention syndicale doit également se penser vis-à-vis de la répression patronale ou d'État contre nos camarades qui prendraient position sur les questions de paix, d'antimilitarisme et d'internationalisme (cas récents de nos camarades Thimothée



Esprit ou Jean-Paul Delescaut au sein de la CGT).

Il nous faut populariser les actions concrètes qui sont aujourd'hui possibles pour les militant·es des organisations syndicales. Il existe plusieurs campagnes qui reprennent certains outils historiques du syndicalisme révolutionnaire. Nous pouvons, par exemple, évoquer notamment la question du boycott syndical. Cette méthode peut se retrouver notamment au sein de la campagne BDS, pour Boycott Désinvestissement Sanctions, qui lutte contre l'apartheid et le colonialisme israéliens, une campagne plus que jamais indispensable à l'heure où le génocide des Palestinien·nes de Gaza est retransmis en direct par les médias du monde entier.

Citons également une autre campagne organisée et animée

par des syndicalistes : Stop Arming Israel, destinée à démontrer la complicité des industriels et de l'État français avec ce même génocide. Ces campagnes ont permis aux activistes et aux syndicalistes de mener des actions conjointes, notamment en Isère (38) où le syndicat CGT de ST Microelectronics participe régulièrement à des initiatives anti-guerre via la campagne Stop Arming Israel.

Les organisations syndicales de Seine-Saint-Denis ont participé à l'organisation d'un week-end de mobilisation contre le Salon de l'armement du Bourget (93), avec le mouvement Guerre à la guerre, qui rassemble des partis politiques, des associations, des collectifs militants. Au sein de la Bourse du travail se sont tenus des conférences, des ateliers et une manifestation qui a rassemblé près de 4 000 per-

sonnes à travers le département.

Nos Bourses du travail doivent redevenir les lieux de rencontres de toutes les forces militantes prêtes à s'engager sur ce sujet, l'enjeu est trop important, pour nous et pour les générations futures. Impulsons, avec les autres organisations syndicales, les forces politiques, associatives, militantes, des collectifs sur tout le territoire pour construire des mobilisations à la hauteur des enjeux.

Ces exemples sont des cas concrets qui nous prouvent qu'il est possible à nos niveaux d'impulser et de construire des mobilisations d'ampleur contre les guerres, la production d'armement, l'impérialisme et pour la paix humaine.

La Fédération des CSR